

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.11/Add.7
11 mars 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 30 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION

Rapporteur : M. Zdzislaw KEDZIA (Pologne)

TABLE DES MATIERES */

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
II. Résolutions et décisions adoptées par la Commission à sa quarante-neuvième session	
A. <u>Résolutions</u>	
1993/60. Situation des droits de l'homme au Soudan	3
1993/61. Situation des droits de l'homme au Zaïre	6
1993/62. Situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran	8
1993/63. Situation des droits de l'homme à Cuba	10

*/ Le document E/CN.4/1993/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/1993/L.11 et ses additifs.

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Page</u>
II.	A. <u>Résolutions (suite)</u>	
(<u>suite</u>)		
	1993/64. Coopération avec les représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme	13
	1993/65. Situation des droits de l'homme en Albanie ..	15
	1993/66. Situation des droits de l'homme en Afghanistan	16
	1993/67. Situation des droits de l'homme dans le Sud-Liban	21
	1993/68. Situation des droits de l'homme en Haïti	24
	1993/69. Situation en Guinée équatoriale	26
	1993/70. Droits de l'homme et exodes massifs	29
	1993/71. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	34
	1993/72. Situation des droits de l'homme en Roumanie	38
	1993/73. Situation des droits de l'homme au Myanmar ..	40
	1993/74. Situation droits de l'homme en Iraq	45

1993/60. Situation des droits de l'homme au Soudan

La Commission des droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les Etats membres ont le devoir de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et autres instruments applicables en la matière,

Rappelant la résolution 47/142 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1992, sur la situation au Soudan,

Prenant note avec une profonde préoccupation des informations selon lesquelles de graves violations des droits de l'homme seraient commises au Soudan, en particulier exécutions sommaires, détentions sans jugement, déplacements forcés de personnes et tortures, dont il est fait état, entre autres, dans les rapports qui lui ont été soumis à sa quarante-huitième session par les rapporteurs spéciaux sur la torture et les exécutions sommaires ou arbitraires et à sa quarante-neuvième session par le Rapporteur spécial chargé de la question de l'intolérance religieuse,

Notant que le Gouvernement soudanais a annoncé son intention de constituer une commission judiciaire indépendante afin d'enquêter sur le meurtre de Soudanais employés par des organismes humanitaires étrangers,

Notant également que le Soudan se trouve dans une situation généralisée de conflit armé,

Profondément préoccupée par le fait que la population civile a été empêchée d'accéder librement à l'assistance humanitaire, mais se félicitant que le dialogue se soit récemment engagé entre le Gouvernement soudanais, les gouvernements donateurs et les organisations non gouvernementales internationales en ce qui concerne l'acheminement des secours humanitaires,

Alarmée par l'exode massif de réfugiés vers les pays voisins et par le grand nombre de personnes déplacées et de victimes de discrimination au Soudan, y compris des membres de minorités qui ont été déplacés de force, en violation de leurs droits,

Soulignant qu'il est indispensable de mettre fin à la grave détérioration de la situation des droits de l'homme au Soudan,

page 4

1. Exprime sa profonde préoccupation devant les graves violations des droits de l'homme - exécutions sommaires, détentions illégales, déplacements forcés de personnes et tortures - commises au Soudan;

2. Demande instamment au Gouvernement soudanais de respecter pleinement les droits de l'homme et engage toutes les parties à coopérer afin que ce plein respect soit garanti;

3. Demande à son Président de désigner, après avoir consulté le Bureau, une personne de réputation et d'expérience internationalement établies en matière de droits de l'homme, comme rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan;

4. Demande au Rapporteur spécial d'établir avec le Gouvernement et le peuple soudanais des contacts directs et d'enquêter et de lui faire rapport, à sa cinquantième session, sur la situation des droits de l'homme au Soudan, notamment sur tout progrès enregistré sur la voie de la pleine restauration des droits de l'homme et quant au respect des instruments internationaux y relatifs et du droit international humanitaire;

5. Demande aussi au Rapporteur spécial de rechercher et collecter tous renseignements sûrs et dignes de foi émanant de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et de toutes autres parties en possession d'informations pertinentes;

6. Demande au Gouvernement soudanais d'apporter sa pleine et entière coopération au Rapporteur spécial et de l'assister dans l'accomplissement de son mandat et, à cette fin, de tout mettre en oeuvre pour qu'il puisse avoir accès librement et sans entraves à toute personne qu'il souhaiterait rencontrer au Soudan;

7. Prie le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire dans l'accomplissement de son mandat;

8. Demande au Gouvernement soudanais de se conformer aux dispositions des instruments internationaux applicables dans le domaine des droits de l'homme, en particulier aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, auxquels le Soudan est partie, et de veiller à ce que toutes les personnes se trouvant sur son territoire et soumises à sa juridiction, y compris les membres de tous les groupes religieux et ethniques, jouissent pleinement des droits reconnus par ces instruments;

9. Demande à toutes les parties aux hostilités de respecter pleinement les dispositions applicables du droit humanitaire international, en particulier l'article 3 commun des Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, de mettre fin à l'emploi des armes contre la population civile et de protéger tous les civils contre les violations, à savoir déplacements forcés, détention arbitraire, mauvais traitements, tortures et exécutions sommaires;

10. Prie avec insistance toutes les parties aux hostilités de redoubler d'effort pour négocier une solution équitable du conflit civil afin d'assurer le respect des droits et des libertés fondamentales du peuple soudanais, créant par là les conditions voulues pour qu'il soit mis un terme à l'exode des réfugiés soudanais vers les pays voisins et facilitant leur retour rapide au Soudan, et se félicite des efforts faits pour faciliter un dialogue entre elles à cette fin;

11. Demande au Gouvernement soudanais de faire en sorte que la commission judiciaire indépendante mène rapidement une enquête approfondie sur le meurtre de Soudanais employés par des organismes humanitaires étrangers, de traduire en justice les auteurs de ces crimes et d'indemniser équitablement les familles des victimes;

12. Demande à toutes les parties de laisser les organismes internationaux, les organisations humanitaires et les gouvernements donateurs apporter une assistance humanitaire à la population civile, et de coopérer avec le Département des affaires humanitaires du Secrétariat dans les initiatives qu'il prend pour fournir une assistance à toutes les personnes dans le besoin;

13. Prie le Rapporteur spécial de faire rapport sur ses conclusions et recommandations à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session, et à elle-même à sa cinquantième session;

14. Décide d'examiner la situation des droits de l'homme au Soudan à sa cinquantième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée par 35 voix contre 9, avec 8 abstentions à la suite d'un vote par appel nominal. Voir chap. XII.]

1993/61. Situation des droits de l'homme au Zaïre

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant qu'en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies, tous les Etats Membres de l'Organisation ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de coopérer à cet effet,

Rappelant que, de 1985 à 1989, et de 1991 à 1993, elle a examiné la situation des droits de l'homme au Zaïre dans le cadre de la procédure confidentielle régie par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, en date du 27 mai 1970,

Soulignant que le Zaïre est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples,

Réaffirmant à cet égard l'indivisibilité de tous les droits de l'homme,

Ayant examiné les rapports du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (E/CN.4/1993/46) et du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (E/CN.4/1993/25),

Préoccupée par la gravité de la situation des droits de l'homme au Zaïre, en particulier par l'usage de la force lors de rassemblements pacifiques, les arrestations et détentions arbitraires, les exécutions sommaires, la torture et les traitements inhumains dans les centres de détention, les lacunes sérieuses dans l'administration de la justice qui n'est pas en mesure de fonctionner de manière indépendante, ainsi que par les déplacements forcés de populations,

Soulignant que la situation décrite ci-dessus contribue à aggraver la situation socio-économique et financière du pays, notamment celle des groupes les plus vulnérables,

Soulignant également la nécessité de mettre fin à l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme,

Préoccupée par les graves obstacles qui sont opposés au processus de transition démocratique et désireuse d'encourager les efforts qui sont faits pour assurer la poursuite de ce processus, dans le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

1. Déplore la poursuite des graves atteintes aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales au Zaïre, en particulier la pratique de la torture et des traitements cruels, inhumains et dégradants, les détentions arbitraires et la mise au secret, les conditions pénitentiaires inhumaines et dégradantes, notamment dans les centres de détention administrés par l'armée, les disparitions forcées, les exécutions sommaires et arbitraires contre des personnes ayant exercé leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, et le non-respect du droit à un procès équitable;

2. Constate avec indignation que la force est systématiquement employée pour prévenir et réprimer des rassemblements et manifestations pacifiques;

3. Exprime son inquiétude face à la détérioration de la situation au Shaba, où les autorités portent la responsabilité première de la renaissance des tensions ethniques et sont à l'origine du déplacement forcé de 20 000 personnes;

4. Exprime également son inquiétude face aux mesures discriminatoires affectant les personnes appartenant à des groupes minoritaires;

5. Recommande aux rapporteurs et groupes de travail thématiques de la Commission de continuer à suivre avec attention la situation des droits de l'homme au Zaïre;

6. Prie le Secrétaire général :

a) De porter cette résolution à l'attention des autorités zaïroises;

b) De lui faire rapport, à sa cinquantième session, en se fondant sur toutes les informations pouvant être recueillies sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, y compris les informations fournies par des organisations non gouvernementales;

7. Décide d'examiner à nouveau la question à sa cinquantième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/62. Situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les Etats ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de respecter les obligations auxquelles ils ont souscrit aux termes des divers instruments internationaux dans ce domaine,

Rappelant ses résolutions pertinentes, dont la plus récente est la résolution 1992/67 du 4 mars 1992, ainsi que celles de l'Assemblée générale, dont la plus récente est la résolution 47/146 du 18 décembre 1992, et celles de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, dont la plus récente est la résolution 1992/15 du 27 août 1992,

Notant que le Gouvernement de la République islamique d'Iran a répondu à la demande d'informations du Représentant spécial concernant les allégations de violations des droits de l'homme dans ce pays, mais que depuis plus d'un an le Représentant spécial n'est pas autorisé à se rendre en Iran,

Réaffirmant que les gouvernements sont comptables des assassinats ou des attaques de personnes perpétrés par leurs agents dans le territoire d'un autre Etat, ainsi que de l'incitation à de tels actes, de leur approbation ou de l'indulgence manifestée sciemment à leur égard,

Rappelant que dans sa résolution 1992/67, elle priait le Représentant spécial de lui présenter, à sa quarante-neuvième session, un rapport final sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran,

Notant l'évaluation que le Représentant spécial a faite de la suite donnée par la République islamique d'Iran à ses diverses recommandations et le fait que, de l'avis de celui-ci, aucun progrès notable n'a été enregistré dans ce pays en 1992 indiquant que l'Iran respecterait davantage les normes en matière de droits de l'homme, conformément aux instruments internationaux en vigueur (voir E/CN.4/1993/41),

Notant que dans sa résolution 1992/15, la Sous-Commission a condamné les graves violations des droits de l'homme qui ne cessent de se commettre dans la République islamique d'Iran,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport final du Représentant spécial de la Commission et des observations qui y figurent;

2. Se déclare profondément préoccupée par les informations qui continuent de faire état de violations des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran;

3. Exprime la préoccupation que lui inspirent plus précisément les principales critiques formulées par le Représentant spécial au sujet de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, à savoir le grand nombre d'exécutions capitales, de cas de torture, de traitements ou châtiments inhumains et dégradants, les normes appliquées en ce qui concerne l'administration de la justice, l'absence de garanties d'une procédure régulière, le traitement discriminatoire dont font l'objet certains groupes de citoyens, notamment - la communauté bahaïe - en raison de leurs convictions religieuses et les restrictions de la liberté d'expression, de pensée, d'opinion et de la liberté de la presse, ainsi que le fait que, comme l'a noté le Représentant spécial, la situation des femmes laisse beaucoup à désirer;

4. Se déclare, en particulier, gravement préoccupée par le fait que, contrairement à la recommandation du Représentant spécial, le nombre des exécutions capitales, loin de diminuer, a augmenté;

5. Exprime aussi la grave préoccupation que lui inspire le cas d'un ressortissant d'un autre Etat dont on continue à menacer la vie, apparemment avec l'appui du Gouvernement de la République islamique d'Iran, cas qui est mentionné dans le rapport du Rapporteur spécial;

6. Regrette que le Gouvernement de la République islamique d'Iran se refuse, depuis plus d'un an, à autoriser le Représentant spécial à se rendre dans ce pays comme il le demande;

7. Déplore que, comme le conclut le Représentant spécial, la République islamique d'Iran n'ait pas suffisamment tenu compte d'un grand nombre des recommandations contenues dans ses rapports précédents;

8. Engage le Gouvernement de la République islamique d'Iran à redoubler d'efforts pour enquêter sur les problèmes relatifs aux droits de l'homme soulevés par le Représentant spécial dans ses observations et y remédier, notamment en ce qui concerne l'administration de la justice et le respect de la légalité;

page 10

9. Engage également le Gouvernement de la République islamique d'Iran à respecter les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel la République islamique d'Iran est partie, et à veiller à ce que toutes les personnes qui vivent sur son territoire et relèvent de sa juridiction, y compris les groupes religieux, jouissent des droits reconnus dans ces instruments;

10. Fait sienne l'opinion du Représentant spécial selon laquelle la communauté internationale doit continuer à surveiller la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran;

11. Décide de proroger d'un an le mandat du Représentant spécial, tel qu'il est énoncé dans sa résolution 1984/54, en date du 14 mars 1984;

12. Encourage le Gouvernement de la République islamique d'Iran à continuer de coopérer avec le Représentant spécial;

13. Prie le Représentant spécial de présenter un rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, y compris en ce qui concerne les minorités, telle la communauté bahaïe, à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-huitième session, et de lui faire rapport à elle-même à sa cinquantième session;

14. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Représentant spécial;

15. Décide de poursuivre, à titre prioritaire, lors de sa cinquantième session, l'examen de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la République islamique d'Iran.

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée par 23 voix contre 11, avec 14 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. Voir chap. XII.]

1993/63. Situation des droits de l'homme à Cuba

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 1992/61 du 3 mars 1992 par laquelle, notamment, elle nommait un rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme à Cuba et de maintenir des contacts directs avec le Gouvernement et les citoyens cubains,

Rappelant aussi la résolution 47/139 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1992, relative à la situation des droits de l'homme à Cuba,

Appréciant profondément les efforts déployés par le Secrétaire général et le Rapporteur spécial dans le cadre du mandat concernant la situation des droits de l'homme à Cuba,

Réaffirmant que tous les Etats membres sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies et développés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et autres instruments applicables dans ce domaine,

Notant avec un profond regret que le Gouvernement cubain n'a pas coopéré avec le Rapporteur spécial et qu'il a refusé de l'autoriser à se rendre à Cuba pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat,

Profondément préoccupée par les arrestations arbitraires, les passages à tabac, les mesures de détention, les persécutions et les attaques par des bandes, à l'instigation du Gouvernement, dont sont victimes les militants des droits de l'homme et d'autres personnes qui exercent pacifiquement leurs droits, et notant avec une préoccupation particulière que Cuba a intensifié la répression contre les dirigeants de plusieurs groupes de défense des droits de l'homme dans le pays, le 10 décembre 1992, journée même où l'Organisation des Nations Unies célèbre les droits de l'homme,

Profondément préoccupée que continuent d'être violés à Cuba les droits fondamentaux de l'homme et les libertés individuelles énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, tels que les libertés de circulation, de pensée, de religion et de conscience, d'opinion et d'expression, de réunion et d'association, et les droits associés à l'administration de la justice,

Ayant examiné le rapport sur la situation des droits de l'homme à Cuba (E/CN.4/1993/39) que le Rapporteur spécial lui a présenté à sa quarante-neuvième session,

1. Loue et approuve le rapport du Rapporteur spécial;
2. Engage le Gouvernement cubain à donner au Rapporteur spécial la possibilité de s'acquitter pleinement de son mandat, en particulier en l'autorisant à se rendre à Cuba;

page 12

3. Se dit particulièrement préoccupée que le Gouvernement cubain n'ait pas respecté l'engagement qu'il a pris, comme tous les Etats membres, de coopérer avec elle, conformément aux Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies;

4. Déplore profondément les nombreuses violations des droits et libertés fondamentaux de l'homme qui sont signalées dans le rapport du Rapporteur spécial et qui n'ont pas été contestées, et se dit particulièrement inquiète que la liberté d'expression et de réunion soit de moins en moins respectée à Cuba;

5. Engage le Gouvernement cubain à mettre en oeuvre les sept mesures recommandées dans le rapport du Rapporteur spécial pour que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales à Cuba soit conforme aux normes universellement reconnues énoncées dans le droit international et les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme et à mettre fin à toutes les violations des droits de l'homme, en particulier à cesser de déténir et d'emprisonner des militants des droits de l'homme et autres personnes qui exercent leurs droits pacifiquement;

6. Confirme le mandat du Rapporteur spécial et le proroge d'un an;

7. Prie le Rapporteur spécial de maintenir des contacts directs avec le Gouvernement et les citoyens cubains comme elle le lui a demandé dans des résolutions précédentes;

8. Recommande que les mécanismes dont elle dispose dans le domaine des droits de l'homme, en particulier le Groupe de travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture, dans le cadre de leurs mandats, continuent d'étudier la situation à Cuba et, le cas échéant, envisagent de se rendre dans ce pays;

9. Invite le Rapporteur spécial et les mécanismes thématiques qu'elle a créés et qui sont mentionnés dans la présente résolution à coopérer pleinement et à échanger leurs informations et leurs conclusions sur la situation des droits de l'homme à Cuba;

10. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance voulue au Rapporteur spécial;

11. Prie le Rapporteur spécial de s'acquitter de son mandat en tenant compte, notamment, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de lui faire rapport sur les résultats des efforts qu'il a entrepris conformément à la présente résolution à sa cinquantième session et de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée par 27 voix contre 10, avec 15 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. Voir chap. XII.]

1993/64. Coopération avec les représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme

La Commission des droits de l'homme,

Réitérant sa préoccupation face à la persistance des cas signalés d'intimidation et de représailles contre des particuliers et des groupes qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les représentants de ses organes chargés des droits de l'homme,

Préoccupée également par les informations au sujet d'incidents au cours desquels des particuliers auraient été empêchés d'avoir recours aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Rappelant ses résolutions 1990/76 du 7 mars 1990, 1991/70 du 6 mars 1991 et 1992/59 du 3 mars 1992 et prenant acte de la note du Secrétaire général sur cette question (E/CN.4/1993/38),

1. Demande instamment aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre :

a) Ceux qui cherchent à coopérer ou ont coopéré avec les organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme, ou leur ont apporté des témoignages ou des renseignements;

b) Ceux qui recourent ou ont recouru aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique à cette fin;

page 14

c) Ceux qui soumettent ou ont soumis des communications en vertu de procédures établies conformément à des instruments relatifs aux droits de l'homme;

d) Les proches de victimes de violations des droits de l'homme;

2. Prie tous les représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme ainsi que les organes créés en vertu d'instruments internationaux pour surveiller le respect des droits de l'homme de continuer à prendre d'urgence des mesures, conformément à leur mandat, pour aider à empêcher que le recours aux procédures relatives aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies ne soit entravé de quelque manière que ce soit;

3. Prie également tous les représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme ainsi que les organes créés en vertu d'instruments internationaux pour surveiller le respect des droits de l'homme de continuer à prendre d'urgence des mesures, conformément à leur mandat, pour aider à empêcher de tels actes d'intimidation ou de représailles;

4. Prie en outre ces représentants et les organes créés en vertu d'instruments internationaux de faire état dans leurs rapports à la Commission des droits de l'homme, à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ou à l'Assemblée générale des allégations concernant des actes d'intimidation ou de représailles et des actes visant à entraver le recours aux procédures mises en place par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que de rendre compte des mesures prises par eux à cet égard;

5. Prie le Secrétaire général d'appeler l'attention de ces représentants sur la présente résolution;

6. Invite le Secrétaire général à présenter à la Commission, lors de sa cinquantième session, un rapport contenant une compilation et une analyse de tous renseignements disponibles, émanant de toutes sources appropriées, sur des représailles présumées contre les personnes visées au paragraphe 1 de la présente résolution;

7. Décide d'examiner de nouveau la question à sa cinquantième session.

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/65. Situation des droits de l'homme en Albanie

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant que, depuis 1984, elle examine la situation des droits de l'homme en Albanie dans le cadre de la procédure confidentielle régie par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, en date du 27 mai 1970,

Ayant à l'esprit que, dans sa résolution 1988/17 du 2 mars 1988, la Commission, agissant en vertu du paragraphe 8 de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, a décidé de cesser d'examiner la situation des droits de l'homme en Albanie dans le cadre de la procédure confidentielle et d'aborder l'examen de la question dans le cadre de la procédure publique prévue dans la résolution 1235 (XLII) du Conseil, en date du 6 juin 1967,

Rappelant ses propres résolutions 1989/69 du 8 mars 1989 et 1990/49 du 6 mars 1990, 1991/76 du 6 mars 1991 et 1992/69 du 4 mars 1992,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1993/43) présenté conformément à la résolution 1992/69 de la Commission,

Se félicitant des mesures positives que prend le Gouvernement albanais pour garantir et promouvoir le respect des droits de l'homme en Albanie,

Se félicitant également de ce que le Gouvernement albanais soit disposé à coopérer avec la Commission des droits de l'homme et avec le Centre pour les droits de l'homme,

1. Engage le Gouvernement albanais à continuer d'adopter des mesures législatives et administratives pour se conformer à toutes les exigences de la Charte internationale des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux pertinents, afin que la liberté, la démocratie et la primauté du droit soient encore renforcées et que les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les citoyens albanais, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités, soient effectivement promus et garantis;

page 16

2. Encourage la coopération technique entre le Centre pour les droits de l'homme et le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, d'une part, et le Gouvernement albanais, d'autre part, sur la base de l'Accord conclu le 13 février 1992;

3. Prie le Secrétaire général :

a) De porter la présente résolution à l'attention du Gouvernement albanais et d'inviter celui-ci à fournir des informations concernant sa mise en oeuvre;

b) De faire rapport à la Commission, lors de sa cinquantième session, sur l'application de la présente résolution;

4. Décide de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en Albanie à sa cinquantième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme".

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/66. Situation des droits de l'homme en Afghanistan

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les normes humanitaires acceptées que stipulent les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant,

Consciente de la responsabilité qui lui incombe de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, et résolue à demeurer vigilante à l'égard des violations des droits de l'homme où qu'elles se produisent,

Réaffirmant que tous les Etats Membres sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont librement contractées en vertu des divers instruments internationaux,

Rappelant la résolution 1984/37 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1984, dans laquelle le Conseil a prié le Président de la Commission des droits de l'homme de nommer un rapporteur spécial qui aurait pour mandat d'examiner la situation des droits de l'homme en Afghanistan en vue de formuler des propositions pouvant contribuer à assurer l'entière protection des droits de l'homme des habitants du pays avant, pendant et après le retrait de toutes les forces étrangères,

Rappelant également ses résolutions sur la question ainsi que la résolution 47/141 du 18 décembre 1992 et toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ainsi que les décisions du Conseil économique et social,

Ayant à l'esprit, en particulier, sa résolution 1992/68 du 4 mars 1992, par laquelle elle a décidé de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan et de lui demander de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-septième session, et à la Commission, lors de sa quarante-neuvième session, et la décision 1992/240 du Conseil économique et social, en date du 20 juillet 1992, par laquelle celui-ci a approuvé la décision de la Commission,

Notant qu'après la chute de l'ancien Gouvernement afghan, un Etat islamique de transition a été créé en Afghanistan,

Constatant avec une profonde préoccupation que, malgré les initiatives et les efforts entrepris par le Gouvernement afghan pour assurer totalement la paix et la stabilité, une situation d'affrontement armé, touchant principalement la population civile qui continue d'être la cible d'attaques militaires menées sans discernement par des bandes rivales, persiste dans certaines parties du territoire de l'Afghanistan, notamment à Kaboul, et a aussi donné lieu à une augmentation brutale du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays,

Craignant que la situation qui règne actuellement dans le pays en ce qui concerne l'ordre politique et juridique ne soit préjudiciable à la sécurité des membres des minorités ethniques et religieuses,

Notant avec préoccupation les informations concernant des violations des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment les droits à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne et à la liberté d'opinion, d'expression et d'association,

page 18

Inquiète d'apprendre que des détenus qui sont actuellement maintenus en captivité pour des motifs politiques par des bandes rivales et parmi lesquels se trouvent plusieurs membres de l'ancien gouvernement, endureraient des conditions de détention inhumaines,

Notant qu'il reste beaucoup à faire pour que les prisonniers soient traités conformément aux dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 et des Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant,

Notant avec satisfaction le retour de plus d'un million et demi de réfugiés en Afghanistan depuis avril 1992, et exprimant l'espoir que les conditions en Afghanistan permettront à ceux qui sont encore en exil de rentrer au plus vite,

Consciente que, pour que plus de quatre millions de réfugiés puissent être rapatriés, il est indispensable de rétablir la paix et la sécurité en Afghanistan, en particulier de parvenir à une solution politique globale et de mettre en place un gouvernement élu librement et démocratiquement, de mettre fin à l'affrontement armé à Kaboul et dans certaines provinces, d'enlever les mines qui ont été posées dans de nombreuses régions, de rétablir une autorité effective dans l'ensemble du pays et de reconstruire l'économie,

Affirmant que l'amnistie générale proclamée par l'Etat islamique d'Afghanistan, devrait être appliquée sans discrimination d'aucune sorte, et que les prisonniers détenus par des bandes rivales sur le territoire afghan sans avoir été jugés devraient être libérés sans conditions,

Notant avec satisfaction l'activité déployée en faveur du peuple afghan par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge en coopération avec les autorités afghanes, ainsi que par des organisations non gouvernementales,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (E/CN.4/1993/42) et des conclusions et recommandations qui y figurent,

Notant que, pour des raisons de sécurité, le Rapporteur spécial n'a pas été en mesure de se rendre à Kaboul pour la deuxième fois consécutive,

1. Se félicite de la coopération que les autorités afghanes ont offerte au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, compte tenu de la situation qui règne dans le pays;

2. Se félicite également de la coopération que les autorités afghanes ont apportée, en particulier, au Coordonnateur des programmes d'assistance humanitaire et économique concernant l'Afghanistan et à des organisations internationales telles que les institutions spécialisées, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge;

3. Prie instamment toutes les parties afghanes de mettre tout en oeuvre pour parvenir à une solution politique globale - seul moyen d'instaurer la paix et de rétablir pleinement les droits de l'homme en Afghanistan - qui soit fondée sur le libre exercice du droit à l'autodétermination par le peuple afghan, y compris la tenue d'élections libres et authentiques, sur la cessation des hostilités et sur la création de conditions permettant aux réfugiés, dont le nombre dépasse quatre millions, de regagner librement leur patrie, quand ils le désirent, dans la sécurité et l'honneur et à tous les Afghans d'exercer pleinement leurs droits de l'homme et leurs libertés fondamentales;

4. Se félicite de la réunion des parties au conflit qui a eu lieu récemment à Islamabad avec l'appui de plusieurs pays voisins et intéressés en vue de promouvoir la paix et la réconciliation en Afghanistan;

5. Considère que la promotion et la protection des droits de l'homme doivent constituer des éléments essentiels d'une solution globale de la crise en Afghanistan et demande à toutes les parties afghanes de respecter les droits de l'homme;

6. Engage instamment toutes les parties afghanes à respecter les normes humanitaires convenues, telles qu'elles figurent dans les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant, à cesser de faire usage d'armes contre la population civile, à protéger tous les civils contre les actes de représailles et de violence, y compris les mauvais traitements, la torture et les exécutions sommaires et à accélérer la libération simultanée des prisonniers quel que soit l'endroit où ils sont détenus;

7. Demande à tous les Etats et parties concernés de ne ménager aucun effort pour appliquer la décision 47/428 de l'Assemblée générale intitulée "Prisonniers de guerre et personnes disparues par suite de la guerre en Afghanistan" et les engage à tout mettre en oeuvre pour libérer

page 20

immédiatement tous les prisonniers de guerre et en particulier les anciens prisonniers de guerre soviétiques, conformément à l'article 118 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre, étant donné que les hostilités auxquelles l'ex-Union soviétique prenait part ont pris fin en droit et en fait;

8. Demande instamment la libération inconditionnelle de tous les prisonniers détenus sans jugement, sur le territoire de l'Afghanistan, par des bandes rivales;

9. Engage les autorités en Afghanistan à enquêter de façon approfondie sur le sort des personnes disparues pendant le conflit, à appliquer les décrets d'amnistie également à tous les détenus, à réduire la période pendant laquelle les prisonniers attendent de passer en jugement, à traiter tous les prisonniers, en particulier ceux qui attendent de passer en jugement ou ceux qui sont détenus dans des centres de redressement pour jeunes, conformément à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, et à appliquer à toutes les personnes suspectées ou reconnues coupables les dispositions des paragraphes 3 d), 5, 6 et 7 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

10. Se déclare préoccupée par les informations selon lesquelles les conditions de vie des réfugiés, surtout celles des femmes et des enfants, deviennent de plus en plus difficiles en raison de la diminution de l'assistance humanitaire internationale;

11. Demande instamment à tous les Etats Membres, aux organisations humanitaires et à toutes les parties intéressées de prêter tout leur concours, notamment en ce qui concerne la détection des mines et le déminage, afin de faciliter le retour dans leurs foyers des réfugiés et des personnes déplacées, dans la sécurité et la dignité;

12. Demande instamment aussi à tous les Etats Membres et aux organisations humanitaires de continuer à appuyer l'exécution des projets envisagés par le Coordonnateur des programmes d'assistance humanitaire et économique concernant l'Afghanistan et des programmes du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, en particulier les projets pilotes de rapatriement de réfugiés;

13. Prie avec insistance toutes les parties en conflit de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du personnel des organisations humanitaires chargées de mettre en oeuvre les programmes d'assistance humanitaire et économique des Nations Unies concernant l'Afghanistan et les programmes du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin d'éviter que se renouvellent les incidents déplorables qui ont causé des pertes en vies humaines parmi ce personnel;

14. Prie instamment les autorités en Afghanistan de coopérer pleinement avec la Commission des droits de l'homme et son Rapporteur spécial;

15. Décide de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial et de le prier de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-huitième session, et à la Commission, lors de sa cinquantième session, sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan;

16. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial;

17. Décide de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en Afghanistan en lui attribuant un rang de priorité élevé, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/67. Situation des droits de l'homme dans le Sud-Liban

La Commission des droits de l'homme,

Gravement préoccupée par les pratiques persistantes des forces d'occupation israéliennes dans le Sud-Liban, qui constituent une violation des principes du droit international concernant la protection des droits de l'homme, notamment de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et une grave violation des dispositions pertinentes du droit international humanitaire énoncées dans la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, et de la Convention IV de La Haye de 1907,

page 22

Rappelant qu'elle a déjà exprimé son profond regret devant le fait qu'Israël n'applique pas les résolutions du Conseil de sécurité 425 (1978) du 19 mars 1978 et 509 (1982) du 6 juin 1982,

Se déclarant profondément préoccupée par la décision d'Israël d'expulser 415 Palestiniens vers les territoires occupés dans le Sud-Liban, ce qui constitue une violation supplémentaire de la souveraineté libanaise, et par le refus d'Israël d'appliquer la résolution 799 du Conseil de sécurité exigeant le retour immédiat des personnes expulsées,

Rappelant la responsabilité totale d'Israël envers les expulsés palestiniens,

Réaffirmant que l'occupation continue et les pratiques des forces israéliennes contreviennent aux résolutions applicables du Conseil de sécurité au mépris de la volonté de la communauté internationale ainsi qu'aux conventions en vigueur à cet égard,

Souhaitant la poursuite des négociations de paix visant à régler le conflit du Moyen-Orient en parvenant à une paix juste, globale et durable dans la région, et affirmant que la violation persistante des droits de l'homme par Israël fait obstacle aux mesures et aux efforts entrepris pour que la paix se fasse au Moyen-Orient,

Gravement préoccupée par le fait que le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires sont entravés dans l'accomplissement de leur mission humanitaire dans la zone occupée du sud du Liban, en particulier pour ce qui est de vérifier la véracité des informations faisant état de mauvais traitements infligés aux détenus dans les centres de détention de Khiam et de Marjeyoun,

Réaffirmant sa résolution 1992/70 du 4 mars 1992, et exprimant son profond regret de ce qu'Israël n'applique pas cette résolution,

1. Condamne la persistance d'Israël à violer les droits de l'homme dans le Sud-Liban, qui se manifeste en particulier par la détention arbitraire de civils, par la destruction de leurs habitations, par la confiscation de leurs biens, par l'expulsion de civils de la zone occupée, par le bombardement de villages et de zones civiles et par d'autres pratiques violant les droits de l'homme;

2. Demande à Israël de mettre immédiatement fin à ces pratiques et d'appliquer les résolutions 425 (1978) et 509 (1982) du Conseil de sécurité qui exigent son retrait immédiat, total et inconditionnel de tout le territoire libanais et le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Liban;

3. Demande à Israël de mettre immédiatement un terme à la politique d'expulsion par la force et d'appliquer la résolution 799 du Conseil de sécurité du 18 décembre 1992;

4. Demande également au Gouvernement israélien, en tant que puissance d'occupation dans le Sud-Liban, de respecter les Conventions de Genève du 12 août 1949, en particulier la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

5. Demande en outre au Gouvernement israélien, puissance d'occupation dans le Sud-Liban, de faciliter la mission humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge et des autres organisations humanitaires dans la région et, en particulier, de permettre à ces organisations de visiter les centres de détention de Khiam et de Marjeyoun et de se rendre compte des conditions imposées aux détenus;

6. Prie le Secrétaire général :

a) De porter la présente résolution à l'attention du Gouvernement israélien et de l'inviter à fournir toutes les informations voulues sur son application;

b) De rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-huitième session, et à elle-même, lors de sa cinquantième session, des résultats des efforts qu'il aura déployés à cet égard;

7. Décide de poursuivre l'examen de la question à sa cinquantième session.

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée par 50 voix contre une. Voir chap. XII.]

1993/68. Situation des droits de l'homme en Haïti

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les Etats Membres ont le devoir de promouvoir les droits de l'homme et de s'acquitter des obligations prévues dans les divers instruments relatifs à ces droits,

Rappelant sa résolution 1992/77 du 5 mars 1992,

Tenant compte du rapport (E/CN.4/1993/47) de M. Marco Tulio Bruni Celli, rapporteur spécial nommé par le Président de la quarante-huitième session de la Commission,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 46/7 du 11 octobre 1991, 46/138 du 17 décembre 1991, 47/20 du 24 novembre 1992 et 47/143 du 18 décembre 1992,

Profondément préoccupée par les événements graves survenus en Haïti depuis le 29 septembre 1991, qui ont causé une interruption brutale et violente du processus démocratique dans ce pays, entraînant des pertes en vies humaines et des violations des droits de l'homme,

Préoccupée également par l'exode massif de Haïtiens qui fuient leur pays en raison de la dégradation de la situation politique et économique depuis le 29 septembre 1991,

Profondément alarmée par la persistance et l'aggravation des violations des droits de l'homme, en particulier les exécutions sommaires et arbitraires, les disparitions forcées, les actes de torture et les viols, les arrestations et détentions arbitraires, ainsi que par le refus de la liberté d'expression, de réunion et d'association,

Accueillant avec satisfaction l'envoi récent en Haïti d'une mission civile internationale d'observateurs de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains chargée de veiller au respect des droits de l'homme dans ce pays,

Consciente de devoir continuer de surveiller étroitement la situation des droits de l'homme en Haïti,

1. Remercie le Rapporteur spécial de son rapport sur la situation des droits de l'homme en Haïti et appuie les recommandations qui y figurent;

2. Condamne énergiquement le renversement du Président constitutionnellement élu, M. Jean-Bertrand Aristide, ainsi que le recours à la violence et à la coercition militaire, et la dégradation ultérieure de la situation des droits de l'homme dans ce pays;

3. Exprime sa profonde préoccupation devant la nette dégradation de la situation des droits de l'homme en Haïti depuis le coup d'Etat de septembre 1991 et, de ce fait, l'augmentation des violations des droits de l'homme consacrés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention américaine relative aux droits de l'homme et les autres instruments internationaux pertinents;

4. Dénonce à nouveau la gravité persistante de la situation des droits pendant l'année 1992, qui s'est caractérisée par des morts, des disparitions et des assassinats, la répression préventive, des persécutions, des détentions arbitraires, des tortures, des extorsions de fonds commises sous la menace par des agents de la sécurité contre des citoyens, l'abandon des programmes législatifs, la réapparition des chefs de section, l'interdiction des manifestations et la répression policière de tous les actes de protestation contre le régime de fait;

5. Exprime son plein appui à la mission civile internationale d'observateurs de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains chargée de veiller au respect des droits de l'homme en Haïti et attend avec intérêt ses conclusions,

6. Appelle l'attention de la communauté internationale sur le sort des Haïtiens qui fuient leur pays et lui demande de soutenir les efforts entrepris pour leur venir en aide;

7. Remercie le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour son action en faveur des Haïtiens et invite les Etats Membres à continuer d'apporter à ces efforts un soutien matériel et financier;

8. Demande aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales d'accroître leur aide humanitaire à la population haïtienne, d'appuyer tous les efforts visant à résoudre les problèmes liés aux personnes déplacées et d'encourager le renforcement de la coordination institutionnelle entre les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains;

page 26

9. Décide de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial établi dans sa résolution 1992/77 du 5 mars 1992;

10. Souligne qu'il importe que le Rapporteur spécial de la Commission et la mission civile internationale d'observateurs de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains établissent des liens de coopération qui les aideront à mieux s'acquitter de leurs mandats, et souligne à cet égard la contribution que peut apporter le Centre pour les droits de l'homme;

11. Prie le Rapporteur spécial de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-huitième session, un rapport provisoire sur la situation des droits de l'homme en Haïti, et à la Commission, lors de sa cinquantième session, un rapport final sur la question;

12. Prie le Secrétaire général de permettre au Rapporteur spécial de recevoir toute l'assistance qui lui sera nécessaire pour s'acquitter de son mandat;

13. Décide de poursuivre à sa cinquantième session, l'examen de la situation des droits de l'homme en Haïti au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/69. Situation en Guinée équatoriale

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 1992/79 du 5 mars 1992,

Considérant que le Conseil économique et social, par sa résolution 1982/36 du 7 mai 1982, a pris acte du Plan d'action proposé par l'Organisation des Nations Unies et accepté par le Gouvernement de la Guinée équatoriale, sur la base des recommandations présentées par M. Fernando Volio Jiménez, expert nommé par le Secrétaire général en application de la résolution 33 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme, en date du 11 mars 1980,

Tenant compte du fait que le Plan d'action de 1982 n'a jamais été appliqué de façon satisfaisante par le gouvernement, malgré l'assistance et les conseils fournis par le Centre pour les droits de l'homme,

Notant avec satisfaction que le Gouvernement de la Guinée équatoriale est partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi qu'au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Protocole facultatif s'y rapportant,

Tenant compte du fait que le Gouvernement de la Guinée équatoriale a l'obligation de présenter des rapports périodiques au Comité des droits économiques, sociaux et culturels et au Comité des droits de l'homme et que ses rapports initiaux ne sont toujours pas soumis,

Consciente que la participation active de toutes les tendances politiques, y compris les partis d'opposition, est indispensable,

Relevant que les motifs invoqués par les réfugiés pour ne pas rentrer en Guinée équatoriale sont l'absence d'une solution politique générale et le fait qu'un gouvernement reposant sur une base large garantissant pleinement le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales n'a pas été établi,

Notant que les autorités ont, tout récemment, encore arrêté et maltraité des opposants politiques qui étaient revenus dans leur pays sur la foi des promesses du Président de la République lui-même de faciliter le retour des exilés dans le cadre d'un plan de rapatriement établi par les églises de Guinée équatoriale et les exilés,

Prenant acte du rapport de l'expert (E/CN.4/1993/48) d'où il ressort que la situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale s'est gravement dégradée,

Considérant qu'il est indispensable de mettre fin à la grave dégradation de la situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale,

1. Félicite l'expert, M. Fernando Volio Jiménez, pour l'excellent travail qu'il accomplit depuis 14 ans en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme en Guinée équatoriale;

2. Exprime sa profonde préoccupation face à la persistance de violations des droits de l'homme pour des motifs politiques, comme les arrestations arbitraires, la pratique de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à l'encontre des prisonniers politiques et au manque de coopération avec l'expert;

page 28

3. Se déclare préoccupée de ce que, bien que le Gouvernement de la Guinée équatoriale ait accepté le Plan d'action établi par l'expert en 1980, il ne l'a jamais appliqué et de ce qu'il n'a pas encore donné son accord au nouveau plan d'action établi par l'expert en 1992;

4. Déplore la situation de la femme en Guinée équatoriale, telle qu'elle ressort des rapports de l'expert;

5. Exhorte le Gouvernement de la Guinée équatoriale à faire le nécessaire pour que les tribunaux militaires ne connaissent plus de délits de droit commun et pour permettre l'instauration d'un pouvoir judiciaire indépendant;

6. Exhorte également le Gouvernement de la Guinée équatoriale à prendre toutes les mesures voulues pour favoriser la coexistence harmonieuse des peuples qui composent la société équato-guinéenne;

7. Exhorte en outre le Gouvernement de la Guinée équatoriale à libérer tous les prisonniers politiques et à adopter, dès que possible, des mesures législatives et administratives propres à satisfaire aux exigences de la Charte internationale des droits de l'homme et des autres instruments internationaux applicables, à permettre l'instauration de la liberté, de la démocratie et de l'état de droit et à promouvoir et protéger efficacement les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les citoyens de la Guinée équatoriale;

8. Encourage le Gouvernement de la Guinée équatoriale à s'efforcer de faciliter le rapatriement des exilés et réfugiés et à adopter des mesures qui permettent à tous les citoyens de participer pleinement aux affaires politiques, économiques, sociales et culturelles du pays, contribuant de la sorte à remédier à la pénurie de personnel qualifié, comme l'expert l'indique dans son rapport;

9. Prie le Président de la Commission de désigner en qualité de rapporteur spécial de la Commission, après consultations avec les membres du Bureau, une personnalité de renom international dans le domaine des droits de l'homme et ayant pleinement connaissance de la situation en Guinée équatoriale, qui sera chargée d'étudier les violations des droits de l'homme commises par le Gouvernement de la Guinée équatoriale, en se fondant sur tous les renseignements qu'il estimera pertinents, notamment ceux fournis par les

organisations intergouvernementales et non gouvernementales et par des particuliers, ainsi que sur tout document émanant du Gouvernement de la Guinée équatoriale;

10. Prie instamment le Gouvernement de la Guinée équatoriale de proposer au Comité international de la Croix-Rouge un accord visant à permettre au Comité d'effectuer des visites périodiques dans les prisons et les centres de détention civils et militaires, y compris dans les cellules où des prisonniers sont mis au secret;

11. Insiste auprès du Gouvernement de la Guinée équatoriale pour qu'il poursuive les négociations avec l'opposition afin de jeter les bases d'un processus démocratique en Guinée équatoriale;

12. Prie le Secrétaire général d'apporter au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire;

13. Prie le Rapporteur spécial de présenter son étude à la Commission lors de sa cinquantième session;

14. Décide, si aucune amélioration notable de la situation en Guinée équatoriale concernant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales n'a été constatée, d'examiner la question à sa cinquantième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/70. Droits de l'homme et exodes massifs

La Commission des droits de l'homme,

Ayant à l'esprit le mandat humanitaire général qui lui est conféré par la Charte des Nations Unies, de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Notant que dans le rapport du Secrétaire général intitulé "Agenda pour la paix" (A/47/277), la protection des droits de l'homme est définie comme étant un élément important de la paix, de la sécurité et du bien-être économique et l'accent est mis sur l'importance de la diplomatie préventive,

page 30

Profondément inquiète devant l'ampleur et l'étendue toujours aussi considérables des exodes de réfugiés et des déplacements de populations dans de nombreuses régions du monde, ainsi que des souffrances de millions de réfugiés et de personnes déplacées,

Profondément préoccupée par la charge de plus en plus lourde que ces déplacements de populations soudains imposent, particulièrement à des pays en développement qui ne disposent eux-mêmes que de ressources limitées,

Rappelant la résolution 44/164 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1989, par laquelle l'Assemblée a réaffirmé son appui à la recommandation du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés selon laquelle les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies devraient utiliser plus pleinement les moyens que leur confère la Charte des Nations Unies pour prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées,

Rappelant également sa résolution 1992/63 du 3 mars 1992 et ses résolutions pertinentes antérieures ainsi que celles de l'Assemblée générale,

Notant avec intérêt que dans "Agenda pour la paix" le Secrétaire général définit le rapport entre la diplomatie préventive et l'assistance humanitaire et reconnaît que la diplomatie préventive implique un dispositif d'alerte rapide,

Notant également que dans le rapport sur le renforcement de la coordination de l'assistance humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général indique que, dans les situations d'urgence complexes, l'aide humanitaire est indispensable mais qu'elle doit être complétée par des mesures visant à remédier aux causes profondes desdites situations et que la mise en place du mécanisme de consultation interorganisations sur l'alerte rapide facilite à la fois les activités de prévention et de planification préalable,

Notant que, dans sa résolution 47/105 du 16 décembre 1992, l'Assemblée générale s'est félicitée que le Haut Commissaire, conformément à son mandat et à ses responsabilités, soit résolu à étudier et à prendre des initiatives destinées à éviter que ne se produisent des conditions génératrices de courants de réfugiés, et qu'elle ait encouragé le Haut Commissaire à continuer d'intensifier la coopération avec la Commission des droits de l'homme, le Centre pour les droits de l'homme et les organisations compétentes,

Consciente du fait que les violations des droits de l'homme sont l'une des causes multiples et complexes des exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées,

Notant que dans sa résolution 47/105, l'Assemblée générale a déploré vivement l'intolérance ethnique et autre, qui est l'une des principales causes des migrations forcées, et a invité instamment les Etats à faire le nécessaire pour assurer le respect des droits de l'homme, surtout les droits des personnes appartenant à des minorités,

Rappelant que, dans sa résolution 46/127 du 17 décembre 1991, l'Assemblée générale a invité la Commission à maintenir la question des droits de l'homme et des exodes massifs à l'étude en vue d'appuyer le système d'alerte rapide instauré par le Secrétaire général pour prévenir de nouveaux courants massifs de réfugiés et de personnes déplacées,

1. Invite à nouveau tous les gouvernements et les organisations intergouvernementales et humanitaires compétentes à intensifier leur coopération et leur assistance dans le cadre des efforts déployés à l'échelle mondiale pour faire face aux graves problèmes qui résultent des exodes massifs de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi qu'à leurs causes;

2. Se félicite que l'Assemblée générale, par sa résolution 41/70 du 3 décembre 1986, ait approuvé les recommandations et conclusions contenues dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés (A/41/324, annexe), y compris notamment l'appel lancé à tous les Etats pour promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales et s'abstenir de les dénier à certains individus, dans leur population, en raison de leur nationalité, de leur origine ethnique, de leur race, de leur religion ou de leur langue;

3. Rappelle sa résolution 1985/40 du 13 mars 1985 et recommande aux rapporteurs et aux représentants spéciaux qui étudient des situations de violations des droits de l'homme d'accorder leur attention aux problèmes qui causent des exodes massifs de populations et, le cas échéant, de faire rapport à la Commission des droits de l'homme en formulant des recommandations appropriées;

page 32

4. Demande à tous les organismes des Nations Unies, notamment aux organismes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, aux institutions spécialisées, aux organisations gouvernementales et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, d'apporter leur entière collaboration à tous les mécanismes de la Commission et en particulier de leur donner, dans les limites de leurs mandats, toutes les informations pertinentes et précises en leur possession sur les situations des droits de l'homme susceptibles d'engendrer des réfugiés et des personnes déplacées ou d'avoir une incidence sur eux;

5. Note que le Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a expressément reconnu la relation directe qui existe entre le respect des normes établies en matière de droits de l'homme, les mouvements de réfugiés, les problèmes de protection et les solutions;

6. Se félicite de la contribution apportée par le Haut Commissaire aux délibérations des organismes chargés des droits de l'homme et l'encourage à chercher les moyens de rendre ces contributions encore plus efficaces;

7. Prend acte de la résolution 46/127 de l'Assemblée générale dans laquelle elle a noté que les déplacements massifs de populations avaient des causes multiples et complexes;

8. Accueille avec satisfaction la déclaration faite par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à sa 50ème séance, le 3 mars 1993, dans laquelle elle a souligné la nécessité pour la communauté internationale de réagir rapidement aux situations des droits de l'homme qui menacent d'engendrer des réfugiés et des personnes déplacées ou qui entravent leur retour volontaire;

9. Invite le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à s'exprimer devant la Commission, à sa cinquantième session;

10. Encourage les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et au Protocole de 1967 s'y rapportant;

11. Prie instamment le Secrétaire général d'accorder une haute priorité et d'affecter les ressources nécessaires à la consolidation et au renforcement du système conçu pour entreprendre des activités d'alerte rapide dans le domaine humanitaire, notamment grâce à la désignation du Département des affaires humanitaires en tant que centre de coordination pour l'alerte rapide

dans ce domaine et à une coordination renforcée entre les services compétents du Secrétariat qui s'occupent d'alerte rapide et les organisations du système des Nations Unies dans le but d'assurer entre autres choses que des mesures efficaces soient prises pour identifier les violations des droits de l'homme qui contribuent à des exodes massifs de personnes;

12. Se félicite de la décision prise par le Comité administratif de coordination de créer un mécanisme de consultation régulière interorganisations de l'Organisation des Nations Unies sur l'alerte rapide ayant trait aux courants éventuels de réfugiés et de personnes déplacées, sur la base d'un partage et d'une analyse des informations pertinentes entre les organismes, et de l'élaboration de recommandations collectives concernant des mesures propres à atténuer, notamment, les causes éventuelles de nouveaux courants de réfugiés et de personnes déplacées;

13. Se félicite également de la décision prise par le Comité administratif de coordination de désigner le Département des affaires humanitaires comme centre de coordination du mécanisme de consultation interorganisations de l'Organisation des Nations Unies sur l'alerte rapide;

14. Prie instamment le Département des affaires humanitaires de prendre les mesures nécessaires pour remplir efficacement ses fonctions de centre de coordination du mécanisme de consultation interorganisations sur l'alerte rapide;

15. Prie en outre instamment tous les organismes compétents participant au mécanisme de consultation interorganisations d'apporter leur entière collaboration à son bon fonctionnement et d'y consacrer les ressources nécessaires;

16. Prie le Secrétaire général de demander des informations aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales et d'élaborer, à l'aide des ressources existantes, aux fins de présentation à la Commission, à sa prochaine session, un rapport contenant un exposé succinct des principaux faits nouveaux, dans le cadre du système des Nations Unies, concernant l'alerte rapide et la diplomatie préventive depuis la publication de l'"Agenda pour la paix", en mettant particulièrement l'accord sur l'alerte rapide et la diplomatie préventive dans les domaines des droits de l'homme et de l'assistance humanitaire;

page 34

17. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquantième session, dans le cadre du point de l'ordre du jour intitulé : "Action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, notamment, question du programme et des méthodes de travail de la Commission", dont une subdivision aura pour titre : "Droits de l'homme, exodes massifs et personnes déplacées".

65ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/71. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne,

Considérant les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, où il est dit que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie,

Rappelant la résolution 34/175 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1979, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé que les violations massives et flagrantes des droits de l'homme préoccupaient particulièrement l'Organisation des Nations Unies et a prié instamment la Commission des droits de l'homme de prendre en temps opportun des mesures efficaces pour faire face aux cas présents et futurs de violations massives et flagrantes des droits de l'homme,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions de l'Assemblée générale sur la question des exécutions sommaires et arbitraires, la dernière en date étant la résolution 47/136 du 18 décembre 1992,

Prenant acte de la résolution 1982/13 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 7 septembre 1982, par laquelle la Sous-Commission a recommandé l'adoption de mesures efficaces pour empêcher les exécutions sommaires ou arbitraires,

Rappelant les autres normes qui constituent les bases juridiques du mandat du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, y compris les résolutions énumérées par la Commission dans sa résolution 1992/72 du 5 mars 1992 et la résolution 47/136 de l'Assemblée générale,

Se félicitant de la coopération qui s'est instaurée entre le Centre pour les droits de l'homme, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en ce qui concerne les questions liées aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires,

Accueillant avec satisfaction le Manuel sur la prévention des exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires et les moyens d'enquête sur ces exécutions (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.IV.1),

Profondément alarmée par le grand nombre d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires,

Se félicitant de l'attention accordée par le Rapporteur spécial dans son rapport (E/CN.4/1993/46) au problème que posent les situations de manifestations publiques de violence interne, de troubles, de tensions et d'urgence, étant donné les pertes inutiles en vies humaines qu'entraîne le niveau de violence dans un grand nombre de ces situations,

Convaincue de la nécessité de prendre des mesures appropriées pour combattre et finalement éliminer l'odieuse pratique des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui constitue une violation flagrante du droit le plus fondamental, le droit à la vie,

1. Condamne énergiquement, une fois de plus, les nombreuses exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui continuent d'avoir lieu dans diverses régions du monde;

2. Lance un appel urgent aux gouvernements, aux organes de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils prennent des mesures efficaces afin de combattre et d'éliminer le phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires;

page 36

3. Se félicite de la nomination, conformément au paragraphe 5 de la résolution 1992/72 du 5 mars 1992 de la Commission des droits de l'homme et à la décision 1992/242 du 20 juillet 1992 du Conseil économique et social, de M. Bacre Zaly Ndiaye aux fonctions de Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires;

4. Prend acte avec satisfaction du rapport du Rapporteur spécial et se félicite de ses recommandations tendant à mettre fin aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires;

5. Prie le Rapporteur spécial, dans l'exercice de son mandat, de continuer à examiner les situations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et à soumettre tous les ans à la Commission les résultats de ses travaux, ainsi que ses conclusions et recommandations;

6. Prie également le Rapporteur spécial, dans son prochain rapport, d'accorder une attention particulière aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires d'enfants et aux allégations concernant les violations du droit à la vie dans le cadre de la violence exercée à l'encontre des participants à des manifestations et autres démonstrations publiques pacifiques;

7. Prie instamment les gouvernements de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles afin que diminuent le niveau de la violence et les pertes inutiles en vies humaines qui en résultent lors des manifestations publiques, pendant les situations internes de violences, de troubles, de tensions et d'urgence;

8. Exhorte tous les gouvernements à veiller à ce que toutes les personnes privées de leur liberté soient traitées avec humanité et dans le respect de la dignité inhérente à la personne humaine et que les conditions dans les lieux de détention soient conformes à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et à d'autres instruments internationaux;

9. Prie le Rapporteur spécial de continuer à surveiller l'application des normes internationales en vigueur sur les garanties et restrictions concernant l'imposition de la peine capitale, compte tenu des observations formulées par le Comité des droits de l'homme dans son interprétation de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que du deuxième Protocole facultatif s'y rapportant;

10. Prie en outre le Rapporteur spécial, dans l'exercice de son mandat, de donner une suite efficace aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsqu'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire est imminente ou risque d'avoir lieu ou lorsqu'une telle exécution a eu lieu;

11. Encourage les gouvernements, les organes et organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à lancer, coordonner ou appuyer des programmes de formation tendant à familiariser des responsables de l'application des lois et des responsables de l'Etat avec les problèmes de droits de l'homme qu'ils peuvent rencontrer dans l'exercice de leurs fonctions, et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne les initiatives prises à cette fin;

12. Réitère l'obligation qu'ont tous les gouvernements de veiller à ce que toutes les violations alléguées du droit à la vie fassent l'objet d'enquêtes appropriées, notamment tous les cas présumés d'exécutions extrajudiciaires, arbitraires ou sommaires, en vue de déférer devant la justice les personnes coupables de violations du droit à la vie, conformément aux normes et principes énoncés dans les instruments internationaux pertinents;

13. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial, en particulier en renforçant les ressources humaines et matérielles mises à sa disposition, dans le cadre général du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

14. Prie également le Secrétaire général d'étudier les moyens de faire connaître, notamment dans le cadre des activités d'information du Centre pour les droits de l'homme, les travaux du Rapporteur spécial ainsi que ses recommandations;

15. Prie instamment tous les gouvernements, en particulier ceux qui n'ont jamais répondu aux communications que leur transmet le Rapporteur spécial, ainsi que tous les autres intéressés, d'apporter leur concours et leur assistance au Rapporteur spécial afin qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat;

16. Prie le Rapporteur spécial de renforcer son dialogue avec les gouvernements en assurant le suivi des communications adressées à ces derniers pour leur transmettre des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires

page 38

ou arbitraires et les allégations d'exécutions imminentes ou risquant d'avoir lieu, ainsi que le suivi des recommandations formulées dans ses rapports sur des visites sur place dans certains pays;

17. Se félicite de la coopération établie entre le Rapporteur spécial et d'autres mécanismes et procédures des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'avec les experts médicaux et légistes, et encourage le Rapporteur spécial à poursuivre ses efforts dans ce domaine;

18. Exprime ses profonds remerciements aux gouvernements qui ont invité le Rapporteur spécial à se rendre dans leur pays, leur demande d'examiner attentivement ses recommandations et les engage à informer le Rapporteur spécial des mesures qu'ils ont prises pour y donner suite;

19. Prie de nouveau le Secrétaire général de continuer à faire tout ce qui est en son pouvoir dans les cas où le minimum de garanties légales prévu aux articles 6, 14 et 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques semble ne pas être respecté;

20. Décide d'examiner la question, en lui accordant une priorité spéciale à sa cinquantième session dans le cadre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".

66ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/72. Situation des droits de l'homme en Roumanie

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que les gouvernements de tous les Etats Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations auxquelles ils ont souscrit en vertu des instruments internationaux applicables,

Rappelant sa résolution 1992/64 du 3 mars 1992,

Se félicitant des efforts déployés par le Gouvernement roumain au cours des trois dernières années en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme et des mesures qu'il a prises récemment à cette fin,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1993/40),

Considérant qu'il est nécessaire de continuer à encourager l'instauration d'un climat favorable à l'établissement d'un ordre social fondé sur le respect plein et entier des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Roumanie,

1. Prend acte avec satisfaction de la réponse du Gouvernement roumain concernant les mesures prises pour garantir et promouvoir la réalisation des droits de l'homme dans ce pays figurant dans le rapport du Secrétaire général (voir E/CN.4/1993/40, sect. I);

2. Se félicite des mesures prises en vue d'instaurer en Roumanie un système de gouvernement démocratique et pluraliste fondé sur le respect des droits de l'homme et de la légalité;

3. Se félicite également de l'ambition déclarée du Gouvernement roumain de s'acquitter des obligations contractées en vertu des conventions internationales et des instruments auxquels la Roumanie est partie et dont les objectifs sont notamment de prévenir la discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale ou la religion;

4. Prend acte du fait que le respect des droits de l'homme en général s'améliore en Roumanie, encore que des insuffisances demeurent en ce qui concerne l'application des dispositions constitutionnelles et législatives par les autorités locales, notamment en matière de protection des personnes appartenant à des minorités nationales;

5. Prie instamment le Gouvernement et les autorités de Roumanie de poursuivre leurs efforts pour que les droits de l'homme sous toutes leurs formes soient respectés dans le pays, en droit comme en fait;

6. Constate avec satisfaction que le Gouvernement roumain fait preuve d'une attitude positive et se montre disposé à continuer de coopérer avec la Commission des droits de l'homme;

7. Se félicite de la coopération étroite qui s'est instaurée entre le Gouvernement et les autorités de Roumanie et le Centre pour les droits de l'homme dans le domaine des services consultatifs, en particulier de l'application actuelle de l'accord entre le Centre pour les droits de l'homme

page 40

et le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, d'une part, et le gouvernement roumain, d'autre part, prévoyant la fourniture de publications, l'organisation de cours de formation et d'enseignement, de séminaires et d'ateliers, l'octroi de bourses d'étude et la prestation de services consultatifs d'experts, ainsi que la fourniture d'un appui aux institutions nationales, pour une période de deux à trois ans à compter du 1er octobre 1991;

8. Encourage le Gouvernement et les autorités de Roumanie et le Centre pour les droits de l'homme à poursuivre leur coopération dans le domaine des services consultatifs;

9. Prie le Secrétaire général d'inviter le Gouvernement roumain à communiquer des informations au sujet de l'application de la présente résolution, et de transmettre ces informations ainsi que les renseignements pertinents provenant d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales à la Commission des droits de l'homme;

10. Décide de poursuivre l'examen de la question de l'assistance au Gouvernement roumain dans le domaine des droits de l'homme à sa cinquantième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme".

66ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/73. Situation des droits de l'homme au Myanmar

La Commission des droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les Etats Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies et énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Sachant que, conformément à la Charte, l'Organisation des Nations Unies favorise et encourage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous et que la Déclaration universelle des droits de l'homme énonce que "la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics",

Notant avec une préoccupation particulière, à cet égard, que le processus électoral engagé au Myanmar avec les élections générales du 27 mai 1990, n'a pas été mené à son terme, et que le gouvernement n'a pas encore mis en oeuvre les assurances qu'il avait données de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'instaurer la démocratie sur la base des résultats de ces élections,

Déplorant que de nombreux dirigeants politiques, en particulier des représentants élus, demeurent privés de liberté et que Daw Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix, fait toujours l'objet d'une assignation à domicile,

Regrettant à cet égard que les Lauréats du Prix Nobel de la paix n'aient pas été autorisés à rentrer au Myanmar pour rencontrer Daw Aung San Suu Kyi,

Notant par ailleurs les mesures prises par le Gouvernement du Myanmar, y compris son adhésion aux Conventions de Genève, du 12 août 1949, en particulier à la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, la remise en liberté d'un certain nombre de prisonniers politiques et la réouverture des universités,

Se déclarant gravement préoccupée par les violations des droits de l'homme au Myanmar qui restent extrêmement graves, notamment en ce qui concerne la pratique de la torture, les exécutions sommaires et arbitraires, le travail forcé, notamment pour la fourniture de porteurs à l'armée, les mauvais traitements infligés aux femmes, les arrestations et la détention pour des raisons politiques, l'existence de restrictions importantes pesant sur l'exercice des libertés fondamentales et l'imposition de mesures oppressives dirigées en particulier contre les groupes minoritaires,

Notant que cette situation a suscité des courants massifs de réfugiés vers les pays voisins,

Gravement préoccupée par les problèmes chroniques que pose pour les pays voisins l'exode de réfugiés du Myanmar, y compris de près de 250 000 réfugiés musulmans du Myanmar vers le Bangladesh,

Préoccupée par l'absence de garanties pour l'intégrité physique et le bien-être des rapatriés,

Ayant examiné les rapports du Groupe de travail sur la détention arbitraire (E/CN.4/1992/20), du Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture (E/CN.4/1993/26) et du Rapporteur spécial chargé d'étudier la question de l'intolérance religieuse (E/CN.4/1993/62),

page 42

Rappelant sa résolution 1992/58 du 3 mars 1992, par laquelle elle a décidé de nommer un rapporteur spécial chargé d'établir directement des contacts avec le Gouvernement comme avec le peuple du Myanmar, y compris les responsables politiques privés de liberté, leurs proches et leurs avocats, en vue d'examiner la situation des droits de l'homme au Myanmar, de suivre tout progrès fait dans la direction d'un transfert du pouvoir à un gouvernement civil et de l'élaboration d'une nouvelle constitution, de la levée des restrictions pesant sur les libertés personnelles et du rétablissement des droits de l'homme au Myanmar,

Prenant note de la résolution 47/144 de l'Assemblée générale du 18 décembre 1992 concernant la situation des droits de l'homme au Myanmar,

Notant que le Rapporteur spécial s'est rendu sur place à l'invitation du Gouvernement du Myanmar,

Regrettant toutefois qu'en dépit des dispositions de la résolution 1992/58 demandant aux autorités du Myanmar d'apporter leur coopération pleine et entière au Rapporteur spécial, celui-ci se soit vu refuser l'accès à certaines personnes, notamment aux détenus, y compris Daw Aung San Suu Kyi, et que certains témoins aient fait l'objet d'intimidations et de menaces,

1. Remercie le Rapporteur spécial de son rapport et des conclusions et recommandations qu'il contient (E/CN.4/1993/37);

2. Déplore la gravité persistante de la situation des droits de l'homme au Myanmar et, en particulier, le fait que plusieurs dirigeants politiques, dont Daw Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie, demeurent privés de liberté;

3. Demande au Gouvernement du Myanmar de prendre, conformément aux assurances données à plusieurs reprises, des mesures fermes en vue d'établir un Etat démocratique, et d'adopter les mesures recommandées par la résolution 47/144 de l'Assemblée générale;

4. Note avec inquiétude à cet égard que la Convention nationale créée pour préparer des éléments pour la rédaction de la nouvelle constitution se réunit alors qu'en sont exclus la plupart des représentants dûment élus en 1990, et note également avec inquiétude que l'un de ses objectifs est de maintenir l'armée (Tatmadaw) dans un rôle majeur dans la vie politique future du pays;

5. Prie instamment le Gouvernement du Myanmar de prendre toutes les mesures voulues pour permettre à tous les citoyens de participer librement au processus politique, conformément aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et d'accélérer le processus de transition vers la démocratie, en particulier en convoquant le Parlement élu en mai 1990, en levant les mesures d'interdiction qui frappent plusieurs dirigeants politiques, en libérant ceux qui sont en détention, en veillant à ce que les partis politiques puissent fonctionner normalement, en levant les restrictions pesant sur le droit d'association et de rassemblement, ainsi que le droit à la liberté d'opinion et d'expression;

6. Demande instamment au Gouvernement du Myanmar de rétablir le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la protection des personnes appartenant à des groupes minoritaires, et entre autres la non-discrimination à leur égard, notamment dans le cadre des lois sur la citoyenneté, et de mettre fin aux violations du droit à la vie et à l'intégrité de la personne, à la pratique de la torture, des mauvais traitements imposés aux femmes, du travail forcé, des disparitions forcées et des exécutions sommaires;

7. Invite le Gouvernement du Myanmar à envisager la levée des mesures d'urgence qui devraient cesser d'être la base du système législatif;

8. Rappelle au Gouvernement du Myanmar qu'il a la responsabilité d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme qui auraient été commises par ses agents sur son territoire, de poursuivre, juger et punir les responsables, en toutes circonstances;

9. Demande instamment au Gouvernement du Myanmar de libérer sans condition la lauréate du Prix Nobel de la paix, Daw Aung San Suu Kyi, détenue sans jugement depuis quatre ans, ainsi que les autres responsables politiques détenus et tous les prisonniers politiques et de garantir leur intégrité physique;

10. Exhorte le Gouvernement du Myanmar à examiner la possibilité de devenir partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

page 44

11. Exhorte également le Gouvernement du Myanmar à respecter les obligations qui lui incombent en tant que partie aux Conventions (No 29) concernant le travail forcé ou obligatoire de 1930 et (No 87) concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948 de l'Organisation internationale du Travail;

12. Prie le Gouvernement du Myanmar de veiller à ce que toutes les personnes, sans discrimination, jouissent des garanties minimales d'un procès équitable dans le respect de la légalité et conformément aux normes internationales applicables, en assurant la publicité des lois et en respectant le principe de la non-rétroactivité des lois;

13. Demande au Gouvernement du Myanmar de créer les conditions nécessaires qui mettraient fin à l'exode des réfugiés du Myanmar vers les pays voisins, de faciliter leur prompt rapatriement et leur pleine réintégration, dans des conditions de dignité et de sécurité, notamment en coopérant avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;

14. Invite le Gouvernement du Myanmar à respecter pleinement les obligations qui lui incombent au titre des Conventions de Genève du 12 août 1949, en particulier l'article 3 commun, et à recourir aux services que lui offriraient des organismes humanitaires impartiaux,

15. Prie également le Gouvernement du Myanmar de prêter particulièrement attention aux conditions de détention dans les prisons du pays;

16. Décide de prolonger d'un an le mandat du Rapporteur spécial afin qu'il établisse et poursuive des contacts directs avec le Gouvernement du Myanmar ainsi qu'avec le peuple du Myanmar, y compris les responsables politiques privés de liberté, leur famille et leurs avocats, et demande au Rapporteur spécial de faire rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session et à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session;

17. Prie instamment le Gouvernement du Myanmar de coopérer à l'avenir pleinement et sans réserve avec la Commission et le Rapporteur spécial et, à cet effet, de veiller à ce que le Rapporteur spécial ait effectivement libre accès à toute personne au Myanmar qu'il jugerait utile de rencontrer dans l'exercice de son mandat;

18. Décide de poursuivre l'examen de la question à sa cinquantième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".

66ème séance
10 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XII.]

1993/74. Situation des droits de l'homme en Iraq

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les Etats Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations auxquelles ils ont souscrit en vertu des divers instruments internationaux pertinents,

Ayant présent à l'esprit que l'Iraq est partie aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant la résolution 688 (1991) du Conseil de sécurité en date du 5 avril 1991, dans laquelle le Conseil a exigé qu'il soit mis fin à la répression de la population civile iraquienne et insisté pour que l'Iraq coopère avec les organisations humanitaires et assure le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens,

Rappelant également les résolutions du Conseil de sécurité 706 (1991) du 15 août 1991, 712 (1991) du 19 septembre 1991 et 778 (1992) du 2 octobre 1992,

Rappelant en particulier sa résolution 1991 (74) du 6 mars 1991, par laquelle elle a prié son Président de nommer un Rapporteur spécial et de le charger de faire une étude approfondie des violations des droits de l'homme commises par le Gouvernement iraquien, sur la base de toutes les informations que le Rapporteur spécial pourrait juger utiles, y compris celles qui émanent

page 46

d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que de toutes observations et de tous éléments fournis par le Gouvernement iraquien,

Rappelant en outre ses résolutions pertinentes dans lesquelles elle condamne les violations flagrantes des droits de l'homme commises par le Gouvernement iraquien, y compris la résolution 1992/71 du 5 mars 1992, qui est la plus récente et par laquelle elle a prorogé d'un an le mandat du Rapporteur spécial et l'a prié en particulier de continuer de s'acquitter de son mandat en se rendant à nouveau dans la région septentrionale de l'Iraq et de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale lors de sa quarante-septième session ainsi qu'un rapport final à la Commission lors de sa quarante-neuvième session,

Rappelant la résolution 46/134 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1991, dans laquelle celle-ci se déclare profondément préoccupée par les violations flagrantes des droits de l'homme commises par le Gouvernement iraquien et la résolution 47/145 en date du 18 décembre 1992 par laquelle l'Assemblée a décidé de continuer à examiner la situation des droits de l'homme en Iraq lors de sa quarante-huitième session, compte tenu des éléments supplémentaires que lui auront fournis la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social,

Profondément préoccupée par les violations graves et massives des droits de l'homme que le Gouvernement iraquien continue de commettre, telles que les exécutions sommaires et arbitraires, la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, les disparitions forcées ou involontaires, les arrestations et détentions arbitraires, l'absence de garanties d'une procédure régulière et de la primauté du droit ainsi que des libertés de pensée, d'expression et d'association, et l'existence d'une discrimination particulière et inquiétante dans le pays restreignant l'accès aux denrées alimentaires et aux soins médicaux,

Profondément préoccupée par le fait que des armes chimiques ont été utilisées contre la population civile iraquienne, par le déplacement forcé de centaines de milliers de Kurdes et la destruction de villes et de villages irakiens, ainsi que par le fait que des dizaines de milliers de Kurdes qui ont été déplacés ont dû se réfugier dans des camps et dans des abris dans le nord de l'Iraq et que des milliers de familles kurdes ont été expulsées,

Profondément préoccupée également par le fait que les violations particulièrement graves des droits de l'homme commises par le Gouvernement iraquien ont provoqué une dégradation de la situation de la population civile en Iraq méridional, notamment dans les marais du sud,

Regrettant que le Gouvernement iraquien n'ait pas jugé bon de répondre au Rapporteur spécial chargé des droits de l'homme en Iraq quand celui-ci a officiellement demandé à se rendre en Iraq et que, malgré la coopération que le Gouvernement iraquien apporte officiellement au Rapporteur spécial, cette coopération doit être améliorée et qu'il faille en particulier que les questions posées par le Rapporteur spécial reçoivent des réponses complètes,

Se déclarant préoccupée devant l'exceptionnelle gravité de la situation des droits de l'homme en Iraq et approuvant par conséquent la proposition du Rapporteur spécial qui voudrait que soit déployée en Iraq une équipe de surveillance des droits de l'homme,

1. Prend note avec intérêt du rapport présenté par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme en Iraq (E/CN.4/1993/45) ainsi que des conclusions et recommandations qu'il y formule;

2. Condamne fermement les violations massives des droits de l'homme extrêmement graves dont le Gouvernement iraquien est responsable et qui aboutissent à faire régner sans partage la répression et l'oppression, celles-ci s'appuyant sur une discrimination et une terreur généralisées, en particulier :

a) les exécutions sommaires et arbitraires, les exécutions et les ensevelissements massifs organisés sur tout le territoire de l'Iraq, les mises à mort extrajudiciaires, y compris les assassinats politiques, particulièrement dans la région septentrionale de l'Iraq, dans les centre chiites du sud et dans la zone méridionale de marais;

b) la pratique très répandue de la torture systématique sous ses formes les plus cruelles;

c) les disparitions forcées ou involontaires, les arrestations et détentions arbitraires érigées en pratique courante, y compris à l'encontre de femmes, de personnes âgées et d'enfants, l'inobservation persistante et habituelle des garanties d'une procédure régulière et de la primauté du droit;

d) la suppression des libertés de pensée, d'expression et d'association ainsi que la violation des droits de propriété;

page 48

e) le refus du Gouvernement iraquien de s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne les droits économiques de la population;

3. Demande une fois de plus au Gouvernement iraquien, en tant qu'Etat partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de respecter les obligations qu'il a librement contractées au titre des Pactes et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et, en particulier, de respecter et de garantir ces droits au bénéfice de toutes les personnes, sans distinction d'origine, qui se trouvent sur son territoire et relèvent de sa juridiction;

4. Demande instamment au Gouvernement iraquien de libérer immédiatement toutes les personnes arbitrairement arrêtées et détenues, y compris les Koweïtiens et les ressortissants d'Etats tiers;

5. Prie le Gouvernement iraquien de constituer une commission d'enquête indépendante et de prendre toutes les mesures voulues pour coopérer étroitement avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour enquêter sur le sort de dizaines de milliers de personnes portées disparues;

6. Prie également le Gouvernement iraquien d'adopter immédiatement des mesures pour que le comportement de ses services de sécurité soit désormais conforme aux normes du droit international en la matière, notamment celles du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

7. Se déclare particulièrement inquiète devant les politiques et les pratiques répressives dirigées contre les Kurdes, lesquelles continuent d'avoir des répercussions sur la vie de l'ensemble du peuple iraquien;

8. Se déclare également particulièrement inquiète de constater qu'il est toujours pratiqué une politique de discrimination et de répression à l'encontre des communautés chiites et de la population civile de l'Iraq méridional, laquelle procède d'une politique délibérément hostile aux populations arabes des marais;

9. Se déclare en outre particulièrement inquiète devant tous les blocus internes qui ne sont pratiquement susceptibles d'aucune dérogation au titre des besoins humanitaires et qui empêchent toute distribution équitable des produits alimentaires de base et des fournitures médicales essentielles, et demande à l'Iraq, seul responsable de cet état de choses, de lever ces blocus et de collaborer avec les organisations humanitaires internationales afin de secourir ceux qui en ont besoin sur tout le territoire iraquien;

10. Regrette que le Gouvernement iraquien n'ait pas donné de réponse satisfaisante au sujet des violations des droits de l'homme portées à l'attention du Rapporteur spécial et lui demande de répondre sans retard, d'une manière complète et détaillée, pour permettre au Rapporteur spécial de formuler les recommandations propres à améliorer la situation des droits de l'homme en Iraq;

11. Demande au Secrétaire général de prendre, en consultation avec le Rapporteur spécial, les mesures voulues pour envoyer des inspecteurs des droits de l'homme dans des lieux où ils pourront mieux faire circuler l'information, procéder plus facilement aux évaluations et participeront à une vérification indépendante des indications recueillies sur la situation des droits de l'homme en Iraq;

12. Décide de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial défini dans les résolutions 1991/74 et 1992/71 de la Commission;

13. Demande instamment au Gouvernement iraquien de coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial, en particulier lors du prochain voyage de celui-ci en Iraq;

14. Prie le Rapporteur spécial de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-huitième session, ainsi qu'un rapport à la Commission, lors de sa cinquantième session, sur la situation des droits de l'homme en Iraq;

15. Prie le Secrétaire général d'ouvrir, dans les limites des ressources dont l'Organisation des Nations Unies dispose, les crédits supplémentaires permettant de financer l'envoi de l'équipe de surveillance des droits de l'homme;

16. Prie le Secrétaire général de donner toute l'assistance voulue au Rapporteur spécial afin de lui permettre de s'acquitter de sa tâche;

17. Décide de poursuivre à sa cinquantième session l'examen de la question des droits de l'homme en Iraq au titre du même point de l'ordre du jour.

66ème séance
10 mars 1993

[Adoptée par 36 voix contre une, avec 15 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. Voir chap. XII.]